

**SciencesPo.****CERI**  
CNRS

## QUELLES RELATIONS ENTREtenir AVEC LA RUSSIE ?

Anne de Tinguy\*

La fin de la guerre froide avait suscité d'immenses espoirs. Au début des années 1990, Boris Eltsine perçoit les Occidentaux comme les « vrais amis » et « les alliés naturels de la nouvelle Russie », « l'alliance » se fondant « sur des valeurs communes ». Et les Occidentaux sont convaincus qu'ils peuvent aider la Russie à mener à bien la transition démocratique dans laquelle elle s'est engagée. L'euphorie ne dure guère. De part et d'autre, dès 1993-94, le « romantisme », selon l'expression d'un proche de Boris Eltsine, se dissipe. Dans les années 2000, l'évolution du système politique russe porte le coup de grâce au paradigme de la transition, ce qui relance les débats sur la question des relations à entretenir avec la Russie. Faut-il critiquer la brutalité de la politique russe en Tchétchénie, les violations des droits de l'homme, la monopolisation du pouvoir opérée par Vladimir Poutine, le soutien apporté à Bachar Al-Assad en Syrie ? Ou adopter une attitude pragmatique, réaliste et donc complaisante : fermer les yeux, ne rien dire et coopérer avec Moscou ? Aux yeux de l'auteur de ces lignes, la réponse à la question ainsi posée est claire : il ne s'agit pas de faire un choix entre deux politiques, mais de faire cohabiter les deux volets d'une politique. Renoncer à l'un ou à l'autre serait contreproductif.

Les divergences qui existent entre Russes et Européens (pour ne parler que d'eux) sont fortes. Les taire va à l'encontre des intérêts des uns comme des autres. L'UE et la Russie ont mis en place un partenariat « stratégique » qui n'a de sens qu'avec une volonté de part et d'autre de se « parler franchement et ouvertement » : à Bruxelles, le constat est explicite et il n'est pas récent. De plus, la diffusion des principes de l'Etat de droit faisant partie des fondamentaux de la politique de l'UE, ne pas dénoncer le décalage qui existe entre l'objectif affiché et la réalité russe la décrédibilise. Le silence, qui affaiblit les forces démocratiques russes, est de toute façon un leurre. Si les Etats s'abstiennent de critiquer ce qui est critiquable, les sociétés s'en chargent. En France, depuis 1994, date du début de la première guerre en Tchétchénie, la Russie est un sujet de débats fréquents et parfois vifs. Les répercussions de la politique menée par leur grand voisin conduisent en outre les Européens à s'intéresser de près à celle-ci. Un exemple : la demande d'asile en provenance de la Russie, en forte hausse depuis le début des années 2000, s'adresse en quasi-totalité à des Etats membres de l'UE (en particulier à la Pologne et à la France).

Refuser de coopérer avec la Russie n'est pas davantage tenable que taire les divergences. Le partenariat russo-européen est une réalité : depuis la perestroïka gorbatchévienne, une logique de rapprochement est à l'œuvre. Les liens sont aujourd'hui denses à tous les niveaux, bilatéral et multilatéral, étatique et non étatique. Ceux au niveau des sociétés sont aussi nourris que ceux entre les Etats. Ils créent solidarités et interdépendance. Un exemple : l'énergie. La Russie couvre une part significative des besoins en gaz et en pétrole de l'UE, à des degrés divers selon les Etats. Mais les intérêts ne sont pas à sens unique. La Russie envoie vers l'UE la plus grande partie de ses exportations d'hydrocarbures, source de devises : son économie ne peut se passer de ces rentrées financières qui la rendent riche et sûre d'elle-même. Russes et Européens ont par ailleurs des intérêts communs ou en tous cas liés dans nombre de dossiers internationaux. Il n'est dans l'intérêt ni des uns ni des autres que la situation continue à se détériorer en Afghanistan ou que l'Iran se dote de

l'arme nucléaire. Les dossiers iranien et syrien montrent en outre que la Russie est un partenaire incontournable.

La question n'est donc pas de choisir entre la critique et la coopération. Elle est de trouver entre les deux un juste milieu, ce qui est loin d'être aisé. La difficulté serait moindre s'il y avait des positions européennes communes : chaque fois qu'ils agissent en ordre dispersé, les Européens affaiblissent leurs positions face à la Russie. Ces débats débouchent sur un autre : la Russie n'est plus un adversaire, elle est un grand partenaire, mais est-elle pour autant une amie, voire une alliée dans laquelle les Européens peuvent avoir confiance ? Vingt ans après la fin de la guerre froide, la réponse à cette question est loin d'être unanime.

Le risque de repousser la Russie vers la Chine est-il un élément de ces débats ? La Chine est un grand « partenaire stratégique » de la Russie, mais les relations entre les deux Etats sont complexes. Au début des années 1990, en termes de PIB, l'économie chinoise était à peu près au même niveau que l'économie russe. Aujourd'hui, le différentiel est de un à quatre en faveur de la Chine. Ce partenariat était d'autant plus attractif pour la Russie qu'il lui permettait de ne plus apparaître comme le partenaire junior des Etats-Unis. Aujourd'hui, elle devient celui de la Chine, ce qui pourrait bien la pousser à se tourner encore davantage vers l'Europe.

**\*Anne de Tinguy est Professeur des universités à INALCO et chercheur au CERI-Sciences po**